



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 18 Novembre - 24 Novembre 2022

En bref

L'OCDE révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour le Mexique en 2022, à 2,5 % (contre 2,1 % en septembre), en raison du dynamisme de la demande domestique et d'une reprise dans le secteur des services soutenue par le tourisme. Toutefois, en raison du ralentissement de l'économie américaine, l'activité du Mexique déclinera en 2023 (à 1,6 %), à travers le canal du commerce extérieur. En ce qui concerne l'inflation, les prévisions ont été révisées à la hausse, à 5,7 % pour la fin de 2023 (contre 4,9 % en septembre). Elle retournerait dans l'objectif cible de la Banque centrale, à 3,3 %, d'ici la fin de l'année 2024.

LE CHIFFRE À
RETENIR

2,5 %

Prévision de croissance du PIB
pour 2022 selon l'OCDE

Zoom sur

La Banque Interaméricaine de Développement octroie une aide de 40 M USD aux pays d'Amérique centrale affectés par les ouragans *Julia*, *Fiona* et *Lisa* ainsi que les tempêtes tropicales de ces derniers mois. L'objectif de cette aide d'urgence, dont bénéficieront principalement le Belize, le Honduras, le Guatemala et El Salvador, est de renforcer l'aide humanitaire, de réaliser une évaluation des dégâts provoqués, d'identifier les zones à risque et de reconstruire les infrastructures endommagées. C'est le sixième prêt d'urgence que la BID octroie aux pays d'Amérique centrale au cours des dernières années en réponse aux désastres provoqués par le changement climatique.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'inflation aurait de nouveau décéléré lors de la première quinzaine de novembre, masquant toutefois une accélération de l'inflation de base. L'indice national des prix à la consommation s'est établi à 8,14 % (g.a) au cours de la première quinzaine de novembre, ce qui représente la cinquième décélération consécutive de l'inflation. En revanche, l'inflation de base, qui exclut de la comptabilité les produits dont les prix sont très volatils, s'est établie à 8,66 % (g.a), ce qui représente le taux le plus élevé depuis août 2000 (où il avait atteint 8,68 %). En son sein, les prix des services ont augmenté de 5,4 % et celui des marchandises de 11,5 %. Sur une base désagrégée, les prix des produits non agricoles ont affiché une variation annuelle de 10,59 % et ceux de l'énergie de 3,52 % sur la première quinzaine de novembre 2022.

Selon Jonathan Health, gouverneur adjoint de la Banque centrale du Mexique (Banxico), l'inflation continuerait d'accélérer d'ici la fin de l'année, nécessitant de nouvelles hausses de taux d'intérêt directeur. D'après le gouverneur adjoint, le Mexique devrait rester en phase avec la Réserve fédérale (Fed), et continuer à augmenter le taux d'intérêt de référence pour lutter contre l'inflation. Il a précisé que l'alignement de la politique monétaire mexicaine à celle de la Fed se justifiait par la synchronisation des cycles d'inflation, et non celle des cycles économiques.

Au T3 2022, la population active du Mexique aurait augmenté de 1,6 millions d'individus en variation annuelle. Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), au T3 2022, la population économiquement active du pays atteignait 59,5 millions d'individus, soit 1,6 millions de plus qu'au T3 de l'année précédente. Le taux de chômage s'est établi à 3,43 % au T3 2022, soit une hausse de 0,2 points de

pourcentage par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, l'informalité de la main-d'œuvre s'est réduite de 0,15 point de pourcentage au T3 2022 en g.t, pour atteindre 55,6 %.

Le président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) nommerait prochainement le remplaçant de Gerardo Esquivel, qui termine son mandat de gouverneur adjoint à Banxico. Le président a signalé que le gouverneur adjoint, Gerardo Esquivel pourrait ne pas être reconduit à son poste, suite à sa défaite à l'élection du président de la Banque Interaméricaine de Développement. Selon les économistes qui suivent de près l'actualité de Banxico, les candidats qui pourraient remplacer Gerardo Esquivel seraient: (i) Gabriel Yorrio, second au Ministère des finances; (ii) Lucia Buenrostro, vice-présidente chargée de la politique réglementaire à la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières; (iii) Juan Pablo de Botton, sous-secrétaire aux dépenses du Ministère des finances; (iv) Jorge Mendoza, directeur de la Banque nationale des travaux et services publics (Banobras); ou encore (v) Julio Santaella, ancien président de l'institut mexicain de statistiques (INEGI).

Les investissements du Mexique dans les énergies propres s'effondrent. Selon Bloomberg, le soutien aux énergies renouvelables a fortement chuté sous l'administration AMLO. Les investissements dans les projets d'énergie propre sont passés de 4,254 Mds USD en 2019 à 705,9 M USD en 2021. En outre, le Mexique n'a pas fixé d'objectif d'émissions nettes nulles ou de stratégie de long terme en matière de CO₂. La réforme voulue par le Président du secteur de l'énergie aurait contribué en partie au phénomène, en nuisant aux investissements du secteur privé (et donc vers les énergies renouvelables) afin de soutenir la CFE (*Comisión Federal de Electricidad*), entreprise publique nationale d'électricité. Bloomberg souligne que le Mexique est le deuxième plus grand marché de l'énergie en Amérique Latine, et que la capacité renouvelable installée du pays ne représente que 19 % de sa capacité totale. L'organisme précise en outre que le secteur de l'énergie au Mexique

demeure fortement dépendant des combustibles fossiles : le gaz naturel, le pétrole et le charbon représentant, au total, 65 % de la capacité et 72 % de la production en 2021. Le Chili serait le marché émergent le plus attractif pour les investissements et le déploiement de l'énergie propre, suivi de l'Inde, la Chine, et la Colombie.

Les investissements directs étrangers (IDE) au Mexique ont augmenté de 30 % au S1 2022 en g.a. Depuis le mois de janvier, les IDE totalisent 32,1 Mds USD, soit une hausse de 30 % par rapport à la même période l'an dernier. Sur le montant total, 45,2 % correspondent à de nouveaux investissements et 43,7 % au réinvestissement des bénéficiaires.

Le FMI maintient sa ligne de crédit pour le Mexique d'un montant de 50 Mds USD. L'organisme a récemment confirmé que le Mexique continuait de remplir les conditions requises pour maintenir ouverte la ligne de crédit flexible, pour un montant proche de 50 Mds USD, soit 400 % de la quote-part du pays. En particulier, le FMI a souligné que le Mexique avait mis en œuvre des politiques macroéconomiques saines et maintenu un cadre institutionnel solide, qui lui ont permis de faire preuve de résilience face aux chocs négatifs liés à l'économie mondiale. Le Fonds a également reconnu que le pays disposait d'une banque centrale indépendante, laquelle agit en temps opportun, démontre son engagement en faveur du ciblage de l'inflation et maintient les anticipations d'inflation bien ancrées. Enfin, l'organisme a souligné que le système bancaire était correctement capitalisé, avec de faibles niveaux de prêts non performants.

Le peso mexicain a fait preuve de résilience face au dollar tout au long de l'année en maintenant une trajectoire stable, contrastant ainsi avec d'autres économies émergentes qui ont connu d'importants épisodes de dépréciation. Galia Borja, gouverneure adjointe de la Banque

centrale, a souligné que le peso avait été favorisé, dans une large mesure, par les fondamentaux macroéconomiques solides du Mexique. Plus précisément, cinq caractéristiques auraient encouragé un « peso fort » : (i) une politique monétaire prudente et adéquate, avec une banque centrale indépendante ; (ii) un équilibre budgétaire responsable, avec une dette publique proche de 50 % du PIB ; (iii) un compte courant équilibré, à -0,2 % du PIB ; (iv) un système financier stable et capitalisé ; et (v) un niveau de réserves internationales suffisant. Ce lundi, le peso a clôturé à 19,34 USD, ce qui représente une appréciation de près de 6 % face au dollar depuis le début de l'année.

Les exportations de la Chine vers le Mexique augmenteraient de 28 % d'ici la fin de l'année 2022. Cette année, les exportations de la Chine vers le Mexique ont dépassé les 100 Mds USD. Parmi les exportations, les matériaux médicaux et les biens intermédiaires se sont démarqués. En ce qui concerne les exportations du Mexique vers la Chine, elles ont également augmenté de 7 % en moyenne ces dernières années, avec des produits tels que le cuivre, les pièces automobiles, et les véhicules.

Selon l'OCDE, le gouvernement mexicain devrait s'attaquer à trois problèmes clés en matière d'éducation et d'emploi pour tirer son potentiel de croissance vers le haut. Le Mexique retrouverait des taux de croissance supérieurs à 2 % d'ici 2024, mais pourrait tirer parti de son potentiel en mettant en œuvre au moins trois réformes prioritaires : (i) accroître la participation des femmes sur le marché du travail (ii) réduire l'informalité et (iii) améliorer la qualité de l'éducation. Selon l'agence, les besoins de dépenses dans les domaines de la santé et de l'éducation pourraient être satisfaits en partie grâce à un élargissement de la base d'imposition, ce qui permettrait de maintenir le ferme engagement de prudence fiscale dont le Mexique a fait preuve ces dernières années.

2. FINANCES PUBLIQUES

Au cours des neuf premiers mois de l'année, les dépenses des branches autonomes du gouvernement (Chambre des députés, Sénat, Institut National des Elections (INE), entre autres) ont diminué de 8,7 % par rapport à la même période l'an dernier. Depuis janvier, le montant des dépenses des organismes autonomes se sont élevées à 89,2 Mds MXN. Cette baisse de 8,7 % est la plus importante enregistrée depuis 2007. Selon le Ministère des finances, les dépenses qui ont le plus été réduites au sein des branches autonomes, étaient celles de l'INE. Entre janvier et septembre de cette année, l'institut dirigé par Lorenzo Córdova, a réduit ses dépenses de 41,2 % par rapport à la même période en 2021. En outre, cet organisme a été au cœur de l'actualité ces dernières semaines, en raison de la réforme électorale que le gouvernement fédéral a envoyée au pouvoir législatif, et qui a suscité de vives critiques.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La tendance du « *nearshoring* » s'accentuerait dans l'Etat de Basse Californie du Sud. La proximité géographique avec les Etats-Unis et la bonne tenue du climat des affaires en Basse-Californie du Sud ont incité 25 entreprises asiatiques du secteur agro-industriel à s'installer dans l'Etat. Au S1 2022, la Basse-Californie du Sud est le premier Etat du pays en termes d'investissements directs.

4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 24/11
Bourse (IPC)	0,87%	-3,01%	51 993,95 points
Change USD/MXN	-0,26%	-9,48%	19,36
Change EUR/MXN	0,10%	-15,98%	20,14
Prix du baril mexicain	-7,41%	-3,63%	74,25

Amérique centrale

Suite à la destitution de Mauricio Claver-Carone pour faute déontologique en octobre dernier, l'ancien gouverneur de la Banque Centrale du Brésil, Ilan Goldfajn, a été élu président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) avec près de 80% des votes. La BID est le premier investisseur dans les projets de développement dans la région. La lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'amélioration des chaînes de production et de distribution alimentaire, la lutte contre le changement climatique et le développement d'infrastructures physiques et digitales seraient les priorités de son mandat.

1. GUATEMALA

Les échanges commerciaux affectés par la grève des transporteurs au Guatemala. Pour protester face à l'augmentation des prix des carburants, les transporteurs ont bloqué durant plusieurs jours plusieurs artères de communication du pays, dont notamment les trois principaux axes vers le Mexique et El Salvador. Ce mouvement social empêche le gouvernement de récolter environ 1 M USD par jour de taxes douanières. A ce jour, les discussions entre le gouvernement et les manifestants sont au point mort puisque 95,1 %

des subventions prévues pour compenser l'inflation ont déjà été dépensées (2,4 Mds GTQ sur 2,9 Mds GTQ disponibles), le gouvernement ne disposant pas de marge budgétaire supplémentaire pour intervenir.

2. HONDURAS

Le déficit commercial du Honduras atteint 6,5 Mds USD au troisième trimestre (+18,4 % g.a.). Cette tendance s'explique par une augmentation de 2 Mds USD (+20,6 % en g.a) de la facture d'importations, conséquence directe de l'augmentation des prix du pétrole, de ses dérivés ainsi que des denrées alimentaires. Sur les trois premiers trimestres de l'année, un déficit commercial avec l'Amérique centrale (principalement avec le Guatemala, El Salvador et le Costa Rica) de 1,2 Mds USD a été enregistré, soit 107,3 M USD de plus qu'en septembre 2021. Un déficit de 2 Mds USD, soit 101,5 M USD de plus g.a. a été enregistré avec l'Asie, conséquence de la croissance des importations de produits industriels chinois. En revanche, la balance commerciale avec l'Union Européenne affiche un excédent de 386 M USD, soit une augmentation de 27,2 M USD (g.a.), principalement due à l'augmentation des exportations d'huile de palme vers l'Italie et de café vers l'Allemagne et l'Italie.

3. NICARAGUA

La Banque Centroaméricaine pour l'Intégration Economique (BCIE) signe un accord avec le Nicaragua pour la construction d'un port sur la côte caribéenne pour un coût de 600 M USD. La BCIE a convenu avec le Nicaragua de la construction d'un nouveau port dans la région autonome des Caraïbes du Sud, pour un coût total de 600 M USD. Cette nouvelle infrastructure vise à favoriser le commerce international et renforcer l'intégration régionale.

4. COSTA RICA

Selon l'Institut national de statistiques et de recensement, les exportations du pays

s'élèveraient à 4,43 Mds USD et les importations représenteraient 6,1 Mds USD sur le troisième trimestre 2022. Ces chiffres sont au-dessus des résultats des années précédentes avec 3,96 Mds USD d'exportations et 4,97 Mds USD d'importations en 2021. La balance commerciale atteindrait un déficit de 1,87 Md USD, un niveau bien plus important que les années précédentes, notamment en raison de la hausse des prix du carburants (premier poste d'importation du pays) devant les circuits électroniques hybrides, les pièces électroniques et les médicaments.

Le taux de chômage officiel atteindrait 12 % à la fin du T3 2022, soit 3 points de moins qu'au T3 2021. La population active serait de 2,19 millions de personnes, dont 1,35 millions hommes et 835 000 femmes. Le chômage touche presque deux fois plus les femmes (16,5 %) que les hommes (8,9 %).

5. PANAMA

Dans son rapport sur la situation budgétaire entre janvier et septembre 2022, le Ministère de l'Économie et des Finances souligne que les dépenses courantes accumulées seraient de 9,02 Mds USD, en baisse de 1 % (94,7 M USD) par rapport à la même période en 2021. Le déficit budgétaire atteindrait ainsi 3,52 Mds USD, en baisse de 12,4 % par rapport à la même période en 2021. La part la plus importante des dépenses est à destination des frais de personnels des administrations et services publics, dépassant 2,91 Mds USD sur la période, soit 96 M USD de plus que pendant les neuf premiers mois de 2021.

Copa Holdings (Copa Airlines et Wingo) souligne des résultats positifs avec 809 M USD de chiffre d'affaires entre juillet et septembre 2022 (+14 % par rapport au T3 2019), dans son rapport d'activité du troisième trimestre 2022, confirmant la reprise dans le secteur aérien. Les ventes sur les neuf premiers mois de l'année 2022 auront cumulé 2,74 Mds USD. L'entreprise a réalisé un profit net de 115,9 M USD sur ce trimestre contre 104 M USD sur la même période

en 2019. Ces résultats dus en majorité au transport de passagers (774 M USD de CA au T3) s'explique par la hausse des prix des billets alors que le nombre de vols à diminué de 5,7 %.

La Superintendance des banques a annoncé, dans un accord du 16 novembre, les nouvelles règles sur le portefeuille de 3,37 Mds USD des crédits/prêts modifiés créé par l'accord du 16 mars 2020 destiné à soutenir l'économie du pays pendant la pandémie. Fin septembre 2022, la part de ce portefeuille qui était identifiée comme « créances douteuses » ou « créances irrécupérables », atteignait les 935 M USD. À partir du 31 décembre 2022, les banques devront obligatoirement reclasser les prêts non remboursés au bout de 60 à 360 jours selon le type de prêt (particuliers, entreprises, crédits hypothécaires, etc.) dans les catégories de créances à risque : créances anormales, créances douteuses, créances irrécupérables, etc.

Caraïbes

1. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La République Dominicaine prévoit 1 Mds USD d'investissements directs étrangers dans le secteur du tourisme en 2022. Lors du 5e Forum d'investissement touristique de 2022, qui s'est tenu le 21 novembre à Punta Cana, le président de l'Association nationale des hôtels et restaurants de la République dominicaine (Asonahores), M. Rafael Blanco, a indiqué qu'en 2022, le secteur du tourisme devrait rapporter près de 8,4 Mds USD de recettes au pays. Les investissements directs étrangers dans le tourisme représentent plus de 30 % du total des IDE perçus par le pays soit (16 % du PIB). En outre, M. Blanco a souligné qu'en 2022, les hôtels, bars et restaurants ont apporté la plus grande contribution à la croissance de l'économie dominicaine, représentant environ un tiers de la croissance cumulée (5,4 %) au cours des neuf premiers mois de l'année.

2. CUBA

Le président cubain a entamé, le 16 novembre 2022, une tournée officielle à l'étranger. Celle-ci a débuté en Algérie, où il été reçu par le Président et le Premier Ministre. A cette occasion un certain nombre d'accords commerciaux et économiques auraient été conclus portant notamment sur (i) la reprise de l'approvisionnement de Cuba en carburant, (ii) le don d'une centrale solaire pour atténuer les difficultés énergétiques du pays et (iii) l'annulation des intérêts sur la dette de Cuba accompagné d'un moratoire sur le remboursement. Par ailleurs près de 150 investisseurs algériens vont se rendre à La Havane lors de la prochaine commission mixte afin d'étudier les opportunités d'investissements dans le pays. La visite s'est poursuivie en Russie (19-22 novembre), où le président cubain a rencontré son homologue russe. « Sur la base solide de l'amitié » les chefs d'Etat ont passé en revue le plan de coopération entre les deux pays jusque 2030 et ont exprimé leur volonté commune d'approfondir les relations économiques. Entre le 23 et le 24 novembre le mandataire cubain se déplacera en Turquie avant de se rendre ensuite en Chine (24-27 novembre), honorant l'invitation de Xi Jinping. Lors de ces visites, le président Díaz Canel s'est fait accompagner par une délégation composée notamment du Premier Vice-Ministre, Ricardo Cabrisas ainsi que des ministres de l'Economie, des affaires étrangères, de l'investissement étranger, des énergies et de la santé.

3. BAHAMAS

La Commission des valeurs mobilières des Bahamas, organisme chargé de réglementer les fonds d'investissements, les valeurs mobilières et les marchés de capitaux, a saisi les fonds de la place de marché de cryptomonnaies FDM (FTX Digital Market) qui est installée dans le pays depuis septembre 2021. Après l'échec de plusieurs accords commerciaux pour le sauvetage du modèle de financement de la

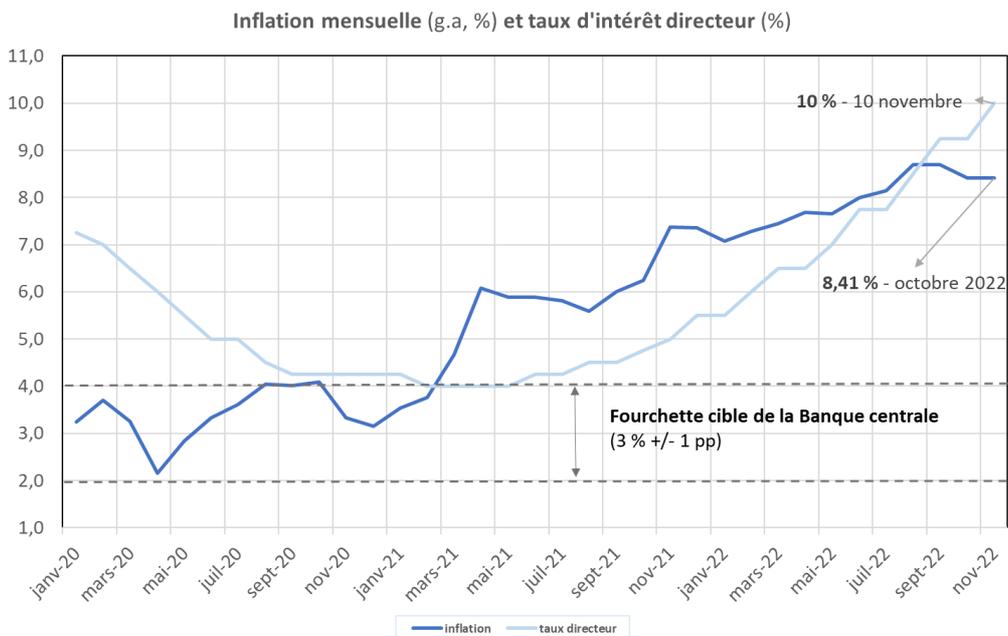
plateforme des cryptomonnaies, les autorités ont décidé de placer sous séquestre les fonds restants et de bloquer l'accès à ceux-ci et les échanges depuis la plateforme alors que cette société est menacée de faillite. En effet, la mauvaise gestion voire les manœuvres frauduleuses des dirigeants de ce consortium laisse des doutes quant à la capacité de rembourser les sommes des créditeurs, clients et actionnaires de FDM. La plateforme devrait par exemple 3 Mds USD à ses 50 principaux créanciers.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

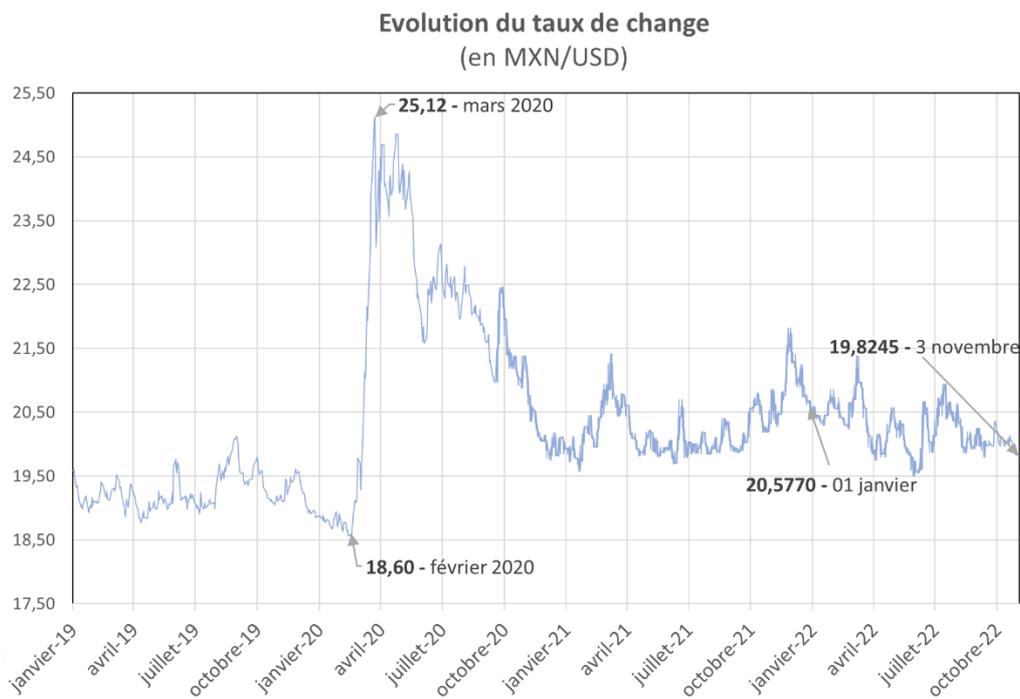
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 20

–Annexe Graphique – Mexique –

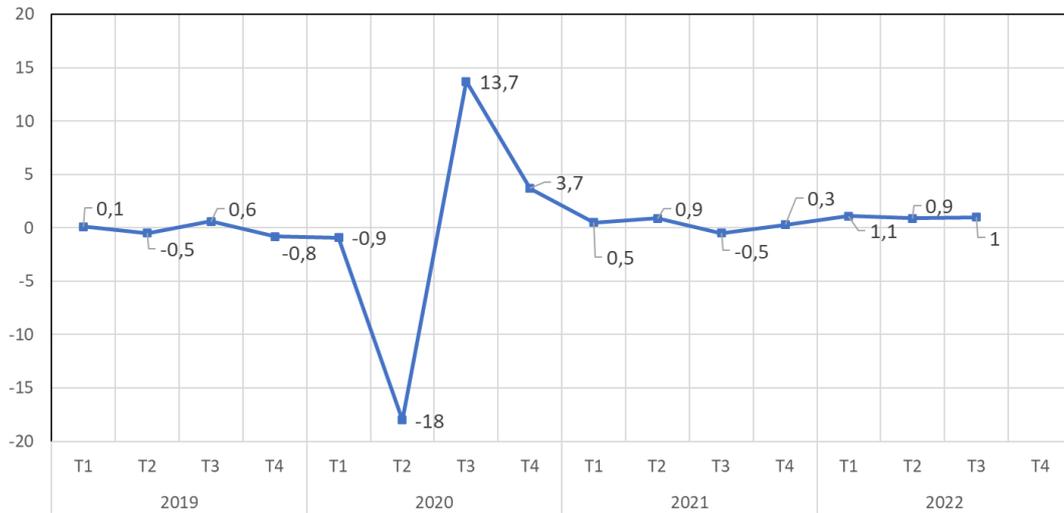


Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



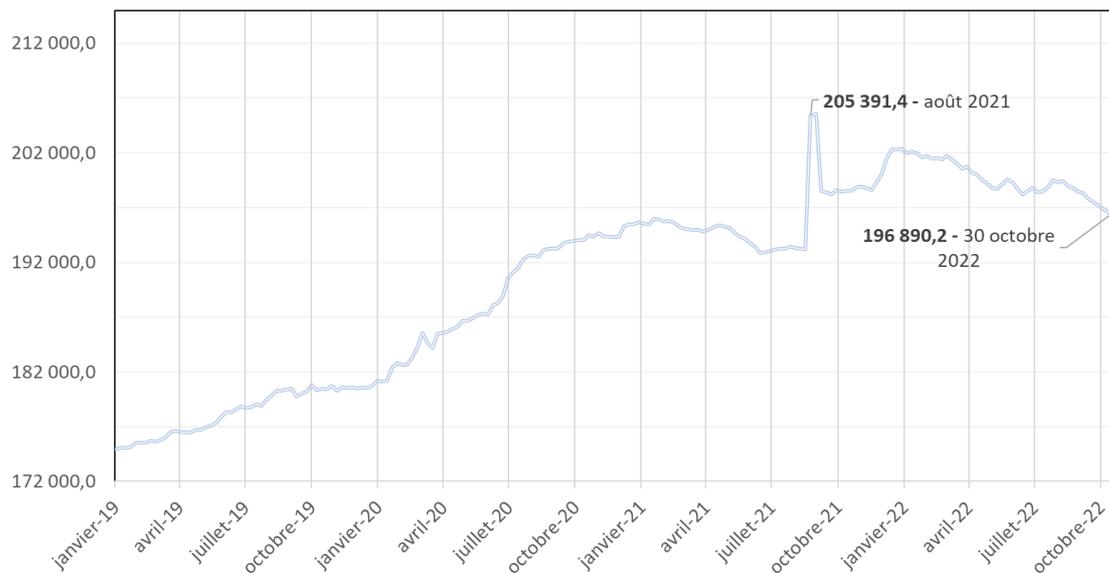
Source: Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement trimestriel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique